ELECTIONS LEGISLATIVES 1958 Département de la Moselle

Circonscription de Thionville-Est

Parti Communiste Français

Electrices, Electeurs,

Les 23 et 30 novembre prochain, vous êtes appelés à élire un député pour votre circonscription.

Vous voulez que çà change ?

Depuis 5 mois l'équipe ministérielle actuelle, Pflimlin (MRP), Morice (radical), Guy Mollet (socialiste), Soustelle (Républicains sociaux - UNR), poursuit la même politique de guerre et de misère des grands capitalistes. La guerre d'Algérie continue plus sanglante encore, à la hausse des prix vient s'ajouter dans certaines branches d'industries la réduction des heures de travail, la menace du chômage, de la dévaluation du franc, de la prolongation du service militaire, etc.

Au lieu de pratiquer une politique de désarmement dans l'intérêt de la paix, le Gouvernement tient absolument à produire des bombes atomiques et sabote par ce fait les efforts actuels pour l'arrêt des essais nucléaires, aggravant encore le déficit du budget du pays et encourage les revanchards de l'Allemagne d'Adenauer dans leur course aux armements atomiques.

Pour continuer cette politique les grands capitalistes et leurs agents veulent liquider toute représentation ouvrière.

Déjà le 2 janvier 1956 notre parti, malgré ses 65.000 voix n'obtint aucun siège dans le Parlement, tandis que le MRP, avec 93.000 voix obtint 4 députés. Le nouveau système électoral mis en vigueur par de Gaulle qui déjà a été appliqué avant la guerre aux torts du pays, veut réduire sensiblement le nombre des députés communistes. Mais la présence d'un fort groupe communiste à l'Assemblée Nationale, s'appuyant sur des millions de voix a toujours été et reste pour la classe ouvrière et tous les petites gens une force très importante et une nécessité pour faire aboutir leurs revendications. Les années 1936 et 1945 en ont été les démonstrations les plus marquées.

En effet toutes les grandes conquêtes sociales ont été obtenues grâce à l'appui des communistes.

Une fois de plus, fidèles à leurs engagements, les communistes se présentent à vous la tête haute et ils tiennent à être jugés sur leurs actes.

Au cours des dernières années, le groupe communiste a toujours lutté pour la paix en Algérie et défendu les intérêts de toutes les couches laborieuses du pays et déposé des projets de lois réalisables ; par exemple : pour l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), la suppression des abattements de zone, l'augmentation de 20 % des allocations familiales, allocation d'une prime de vacances, suppression de la cotisation des salariés à la Sécurité sociale, augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites, augmentation des salaires des cheminots et des mineurs, secours en faveur des militaires rappelés et leurs familles, faire bénéficier de la retraite vieillesse agricole certaines catégories d'exploitants, pour la défense des droits des anciens combattants, etc. ont été déposés au total 560 projets de loi.

Ces propositions ont été sabotées par le MRP (Schuman, Schaff et Engel), les indépendants, les Mondon, Soustelle, Bousch, Guy Mollet et par tous ceux qui se chamaillent aujourd'hui pour piper les voix des électeurs et qui tentent de faire oublier leur politique catastrophique du passé.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques. Pour jeter les bases de recrutement indispensables de tous les républicains le PCF vous propose le programme suivant :

Le programme électoral

1 Relèvement du niveau de vie des masses populaires par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2 Paix en Algérie par la négociation avec ceux contre qui la France se bat et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux, — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3 Politique extérieure d'indépendance française et de paix fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4 Réduction massive des dépenses militaires et réforme démocratique de l'impôt frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin — de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5 Garantie de l'avenir de la jeunesse par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6 Restauration de la République et construction d'une démocratie renovée

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, liberté de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour l'avenir et le développement de notre département ;

Pour l'enseignement des deux langues sur la base de la langue maternelle dans les régions intéressés ;

Pour l'implantation de nouvelles industries dans les cantons ruraux donnant du travail à nos jeunes ;

Pour la protection de la population

a) contre les gaz provenant des usines de Grosbliederstroff, Marienau et Carling, contre la poussière des cimenteries;

b) contre les inondations, etc...

Electrices et électeurs,

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation, pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix ;

Pour la victoire de la République !

Pour l'avenir de la France !

VOTEZ et faites VOTER pour le candidat du Parti Communiste Français.

Georges Schmidt

Employé de la SNCF
Conseiller municipal de Thionville

Remplaçant éventuel:

Jean-Marie Rippinger

Ouvrier métallurgiste

Vu le candidat

ICAL - Strasbourg

ELECTIONS LEGISLATIVES 1958 — Département de la Moselle

Circonscription de Thionville-Est

Parti Communiste Français

Wählerinnen, Wähler !

Ihr seid berufen am 23. und 30. November 1958 einen Députe für euren Wahlbezirk zu wählen.

Ihr wollt, dass es sich ändert.

Seit fünf Monaten setzt die derzeitige ministerielle Equipe Pflimlin (MRP), Morice (Radikaler), Guy Mollet (Sozialist), Soustelle (Républicains Sociaux-UNR) und der Präsident de Gaulle die alte Kriegs- und Elendspolitik wie früher fort.

Der Krieg in Algerien geht weiter, blutiger noch als zuvor.

Zu der dauernden Erhöhung der Preise gesellt sich bereits in gewissen Industriezweigen die Verkürzung der Arbeitszeit, es droht die Gefahr kommender Arbeitslosigkeit, der Frankenentwertung, der Verlängerung der Militärdienstzeit auf 3 Jahre wie vor dem Kriege 1914.

Anstatt im Interesse des Weltfriedens eine Politik der Abrüstung anzuwenden, besteht die Regierung auf der Herstellung eigener Atombomben, was das Budget des Landes weiter verschlechtert und sabotiert derart die derzeitigen Bemühungen für die Einstellung der Atomexplosionen und ermuntert auch die revanchelüsternen Kreise Adenauer-Deutschlands in ihrem Atomwettrüsten.

Um diese Politik unbehindert betreiben zu können, wollen die Grosskapitalisten und ihre Agenten jede Vertretung der Arbeiterschaft ausschalten.

Bereits am 2. Januar 1956 erhielt unserer Partei trotz ihrer 65.000 Stimmen keinen einzigen Député in Lothringen, derweil der MRP mit nur 93.000 Stimmen vier Députés zugesprochen bekam.

Das «neue» Wahlsystem, welches de Gaulle einführte — und das bereits vor dem Kriege zum Schaden des Landes funktionierte — soll die Zahl der kommunistischen Députés bedeutend verringern.

Aber die Anwesenheit einer starken kommunistischen Gruppe in der Nationalversammlung, die sich auf Millionen Wählerstimmen stützt, war und bleibt für die Arbeiterklasse und alle kleinen Leute eine bedeutende Kraft und eine Notwendigkeit um ihre berechtigten Forderungen durchzusetzen. Die Jahre 1936 und 1945 waren dafür die prächtigsten Beweise.

Tatsächlich wurden auch alle grossen so zialen Errungenschaften immer dank der Unterstützung der Kommunisten durchgesetzt.

Getreu ihren Verpflichtungen stellen sich die Kommunisten euch einmal mehr vor und wollen nach ihren Taten beurteilt werden.

Im Laufe der vergangenen Jahre hat die kommunistische Gruppe stets für den Frieden in Algerien gekämpft und die Interessen aller werktätigen Schichten des Landes verteidigt und verwirklichbare Gesetzesprojekte niedergelegt, zum Beispiel:

Für die Erhöhung des garantierten Mindestlohnes, Abschaffung der Lohnzonen, 20prozentige Erhöhung der Familienzulagen, Gewährung einer Ferienprämie für alle Lohnempfänger, Abschaffung der Beitragszahlung der Arbeiter für die Sécurité Sociale, allgemeine Erhöhung der Gehälter, Pensionen und Renten, Erhöhung der Löhne der Eisenbahner, der Bergarbeiter, Unterstützung der Wiedereinberufenen, für die Gewährung der Altersrente an gewisse Bauern, für die Verteidigung der Rechte der alten Frontkämpfer, gegen die Vorbereitung des Atomkrieges usw., im gesamten 560 Gesetzesvorschläge.

Diese Gesetzesvorschläge wurden durch den MRP (Schuman, Schaff, Engel), die Unabhängigen, die Mondon-Soustelle-Bousch, Guy Mollet und alle jene sabotiert, die sich zur Zeit um die Député-Sitze katzbalgen, sich auf den Namen de Gaulles berufen und versuchen die Verantwortung für ihre vergangene katastrophale Politik vergessen zu machen.

Die kommunistischen Abgeordneten werden sich ständig auf den durch die Arbeiter und demokratischen Organisationen und Gruppierungen ausgedrückten Volkswillen stützen.

Um die Grundlage und den unerlässlichen Zusammenschluss aller Republikan · zu fördern schlägt Ihnen die Kommunistische Partei folgendes Programm vor:

Das Wahlprogramm

1 Erhöhung des Lebensniveaus der Volksmassen durch die Erhöhung der Löhne, Gehälter, Renten, Pensionen und Familienzulagen. Rückkehr zur 40-Stundenwoche ohne Lohnverlust, Schaffung einer wirklichen Arbeitslosenversicherung auf Kosten des Patronats. Hilfe an die kleinen und mittleren Bauern sowie an das Handwerk, den Kleinhandel und das Kleinunternehmen, die durch die Monopole bedroht sind.

2 Frieden in Algerien durch die Verhandlung mit denen, gegen die Frankreich sich schlägt, und zu Algerien wie zu allen Kolonialvölkern — einschliesslich Guinea — neue Beziehungen herstellen, die auf der Gleichheit der Rechte und der gegenseitigen Vorteile aufgebaut sind.

3 Aussenpolitik der französischen Unabhängigkeit und des Friedens, aufgebaut auf der friedlichen Zusammenarbeit mit allen Völkern ohne Exklusive, Einstellung der Atomexperimente, der Wiederaufrüstung Deutschlands und des Wettrüstens.

4 Massive Kürzung der Militärausgaben und demokratische Steuerreform, die das Grosskapital und die Kriegsgewinnler belastet um

— der Industrie und der Landwirtschaft, der Technik, der wissenschaftlichen Forschung und der Kultur die notwendigen Mittel für die französische Grösse zu geben;

— den Familien und der Kindheit Wohnungen zu erschwinglichen Mieten zu geben, sowie alles was dazu dient, die körperliche und moralische Gesundheit zu gewährleisten.

5 Garantie der Zukunft der Jugend durch die demokratische und laizistische Reform des Unterrichts, die Schaffung von notwendigen Arbeitsplätzen für die junge Generation, sportliche Ausrüstungen, Hilfe an die jungen und zukünftigen Haushalte.

6 Restaurierung der Republik und Aufbau einer erneuerten Demokratie.

— durch die Abschaffung der in Vergewaltigung des Artikels 66 der neuen Verfassung getroffenen Verordnungen;

— durch die Verteidigung und Erweiterung der demokratischen Freiheiten: Meinungsfreiheit, Gewerkschaftsfreiheit, Pressefreiheit und Versammlungsfreiheit;

— durch die Kontrolle des Volkes über seine Gewählten;

— durch eine breite kommunale und departementale Autonomie.

Denn es gibt keine wahre französische Grösse ohne eine wahre Demokratie.

Für die Zukunft und Entwicklung unseres lothringischen Departements.
Für die Erlernung der beiden Sprachen auf der Grundlage der Muttersprache in den interessierten Gebieten.
Für die Ansiedlung neuer Industrien in den ländlichen Kantonen, die unserer Jugend Arbeit beschafft.
Für den Schutz der Bevölkerung gegen Gas- und Rauchgefahr im Bereich der Fabriken von Grosbliederstroff, Marienau, Carling und der Zementwerke.
Für staatlich finanzierten Hochwasserschutz usw.

WAEHLER UND WAEHLERINNEN,

Um der Reaktion den Weg zu versperren, um diese dem Sehnen unseres Volkes und dem Interesse der Nation entsprechende Politik durchzuführen; um die Anwesenheit in der Nationalversammlung einer bedeutenden kommunistischen Gruppe zu sichern und ihr die Autorität von Millionen Stimmen zu geben;

Für den Sieg der Republik;
Für die Zukunft Frankreichs;
Wählt und lasst wählen den Kandidaten der Französischen Kommunistischen Partei!

Georges Schmidt

Employé de la SNCF
Conseiller municipal de Thionville

Remplaçant éventuel:

Jean-Marie Rippinger

Ouvrier métallurgiste

Vu le candidat

ICAL - Strasbourg